

lundi 14 juin 2021

Le 20 juin, exprimons notre colère *Votons pour les listes de Lutte ouvrière*

En pleine campagne électorale pour les régionales, les patrons continuent à annoncer leurs plans de licenciements, pendant que, côté gouvernement, on commence à ressortir les projets d'attaque contre les retraites. Sur le plan politique les discours d'extrême droite se banalisent, repris en grande partie par tout le monde des politiciens, tablant sur les préjugés pour leurs courses aux voix. Mais samedi dernier, des milliers de personnes ont défilé partout en France à l'appel de plusieurs collectifs et organisations politiques et syndicales pour dénoncer la montée des idées d'extrême droite.

Samedi prochain, 19 juin, sera jour de manifestations pour l'interdiction des licenciements, contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage.

Une crise qui s'enlise

Pour la plupart d'entre nous, les préoccupations du moment concernent davantage le chômage et la pauvreté qui s'aggravent, que les promesses électorales (jamais tenues) de tous les politiciens qui sollicitent nos suffrages. Chaque semaine, de nouveaux plans de licenciement sont annoncés, mais pendant ce temps, on apprend que les patrons du CAC 40 distribuent des milliards de dividendes à leurs actionnaires et enregistrent des profits record, tandis que les milliardaires voient leur fortune bondir. La réforme de l'assurance chômage décrétée par le gouvernement va dégrader encore la situation des plus précaires. L'ancien premier ministre, Édouard Philippe, clame à nouveau qu'il va falloir reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite, pendant que Macron se tâte sur l'opportunité électorale de l'annoncer tout de suite.

Des idées réactionnaires pour tenter de diviser les travailleurs

Et c'est dans cette situation dramatique pour les couches populaires qu'on assiste ces derniers temps à un regain de propos réactionnaires, venant d'une extrême droite décomplexée, mais repris par une partie de la classe politique de droite comme de gauche. Jusqu'à un Fabien Roussel, candidat PCF à la présidentielle de 2022, qui propose sur le plateau de CNEWS que les demandeurs du droit d'asile déboutés qui n'acceptent pas de « rentrer chez eux » de leur plein gré, soient expulsés.

Ce n'est pas pour rien qu'on voit fleurir cette propagande nauséabonde : elle est un poison mortel pour le monde du travail, pour la jeunesse. Elle n'a pour but que de nous diviser, en désignant les

travailleurs d'à côté, et non les patrons et actionnaires, comme responsables de l'accroissement du chômage. Les politiciens qui la professent veulent avant tout s'en prendre aux travailleurs, aux femmes et aux plus pauvres, plutôt qu'aux riches.

Le RN de Marine Le Pen ne rêve que de gérer les affaires de la bourgeoisie, aujourd'hui dans les régions, et demain à l'échelle nationale, et il n'a grandi que grâce aux politiques menées par la gauche et la droite au pouvoir ces dernières décennies et aux régressions sociales qu'elles ont programmées.

Face aux patrons et aux gouvernants, opposons nos luttes

Face à tout cela nous devons défendre pied à pied nos droits et nos libertés. Exiger la régularisation de tous les sans-papiers et le droit d'asile inconditionnel, une meilleure indemnisation du chômage, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Il n'y aura pas de « barrage à l'extrême droite » aux prochaines élections du côté des politiciens qui lui ont ouvert la porte. La seule façon de combattre réellement ces idées, c'est de lutter avec l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, français ou immigrés tous unis, pour faire reculer Macron et les patrons.

Participons nombreux à la manifestation du 19 juin à Paris contre les licenciements et le chômage.

Et le 20 juin, au premier tour des élections régionales et départementales, faisons entendre notre voix, celle du monde du travail, en votant pour les seules listes de candidats qui portent nos intérêts et affirment des perspectives révolutionnaires : celles de Lutte ouvrière.

Déconfinement sauce Stellantis

Depuis le 9 juin les mesures sanitaires continuent de s'assouplir et le télétravail n'est plus la norme demandée par le gouvernement. Pourtant la direction a annoncé qu'il n'y aurait pas de retour à la normale pour nous en juin. Alors que la situation s'améliore, la direction maintient ses mesures comme les passages à sens unique, les éloignements de 2 m entre convives au self etc... ce qui maintient cette ambiance de travail morose. La direction prétend que son objectif est qu'aucun salarié ne tombe malade alors que durant le pic de la première vague elle maintenait les activités d'essais coûte que coûte ou bien nous compactait tous aux B6 et B7. Elle n'est pas à une incohérence près ! En parallèle, la direction, sans nous demander notre avis, fait tout pour nous faire poursuivre le télétravail généralisé sur les sites PSA. Mais l'accord est clair : le télétravail c'est au volontariat !

Dieselgate : aux vrais pollueurs de payer !

Peugeot et Citroën ont été mis en examen mercredi et jeudi derniers dans le cadre d'une enquête sur la fraude aux contrôles antipollution, comme l'ont été avant eux Renault et Volkswagen. PSA pourrait alors écoper d'une amende de 5 milliards d'euros pour les quelques 1,9 millions de véhicules diesel produits et vendus entre 2009 et 2015 selon une stratégie visant à fausser les tests antipollution.

C'est la direction qui décide de valider des tests bidons et produire des véhicules polluants tout ça pour augmenter les profits : S'il y a une amende hors de question qu'elle tente de nous le faire payer !

Solidarité avec les Renault Flins

Début juin à Renault Flins, des débrayages importants ont eu lieu. Un comité d'organisation de la grève, avec syndiqués et non syndiqués, s'est créé et a produit un tract appelant à la mobilisation. Les salariés réclament des garanties sur leurs emplois.

Actuellement il y a 4300 salariés (CDI, précaires et sous-traitants) sur le site, pour 2024 la direction veut arrêter définitivement la production de véhicules à Renault Flins pour en faire un site de recyclage avec très peu de personnel... des milliers de postes sont menacés, voire à long terme l'usine elle-même.

Le mardi 22 juin, il est prévu un rassemblement devant l'usine de Flins avec les salariés de la région, notamment de PSA Poissy. Les travailleurs de Flins ont raison de se mettre en grève, de faire pression sur la direction, de rechercher la solidarité ouvrière, c'est la seule solution pour garder les emplois.

Le 19 juin, contre les licenciements !

Après la manifestation du 23 janvier qui avait réuni plus de 2 000 personnes et une trentaine de délégations de salariés d'entreprises en proie à des plans de suppressions d'emplois, les salariés licenciés du voyageur TUI appellent, avec d'autres, à se retrouver dans la rue le 19 juin.

Alors qu'ils empochent des profits et touchent de l'argent public, les patrons font feu de tout prétexte pour justifier les plans sociaux et autres destructions d'emplois. Quant au gouvernement, il s'en prend aux chômeurs en réduisant leurs allocations.

Contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage, soyons nombreux ce samedi pour ne pas faire les frais de leur système !

Impôt à 15 % ? Pour les Gafam, c'est le paradis

À l'initiative des États-Unis, les ministres des Finances du G7 se sont entendus pour un taux d'imposition minimal sur les sociétés de 15 % et pour qu'une partie des bénéfices des grandes entreprises puisse être obligatoirement imposée sur le lieu de vente. Il s'agirait de réduire l'évasion fiscale.

Mais, au-delà du fait que cet impôt a peu de chances de voir le jour, car soumis à un accord mondial, ce taux de 15 % correspond en fait à ce que payent déjà les géants américains du numérique, et reste nettement inférieur aux taux pratiqués en dehors des paradis fiscaux.

Le risque est surtout que les États s'alignent ensuite sur ce chiffre, dans la lignée des quarante dernières années : le taux de l'impôt sur les sociétés est passé de 40 % en moyenne dans le monde en 1980 à 25 % aujourd'hui.

Avec un tel impôt mondial, les Gafam et autres multinationales n'ont pas de souci à se faire.

Les contrôles au faciès condamnés

Trois jeunes de Seine-Saint-Denis ont fait condamner l'État pour faute lourde, suite au contrôle au faciès humiliant qu'ils avaient subi quand ils étaient encore lycéens en mars 2017.

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, la police harcèle impunément les habitants des quartiers populaires et les populations issues de l'immigration.

Les jeunes ont bien raison de ne pas se laisser faire, de se mobiliser contre toute la violence et l'injustice de cette société. Cette victoire au tribunal ne changera pas la police, mais elle pourrait donner à d'autres l'envie de relever la tête.

Pour nous retrouver sur Facebook

